

**Assemblée générale**

Distr. générale
1 avril 2014

Original: français

**Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire**

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-septième session,
26-30 août 2013**

N° 23/2013 (France)

Communication adressée au Gouvernement le 20 juin 2013

Concernant: Georges Ibrahim Abdallah

Le Gouvernement a répondu le 21 août 2013.

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a transmis la communication au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

GE.14-13023



* 1 4 1 3 0 2 3 *

Merci de recycler



c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. Le cas ci-dessous a été soumis au Groupe de travail sur la détention arbitraire dans les termes suivants.

4. M. Georges Ibrahim Abdallah, né le 2 avril 1951 à Al Qoubaiyat (Kobayat) dans le nord du Liban, est un citoyen libanais, ancien militant communiste pro-palestinien, ancien membre du Front populaire de libération de la Palestine et membre fondateur de l'organisation Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL). Il a été arrêté dans un commissariat de police de Lyon, où il s'était rendu de lui-même, le 24 octobre 1984, et a été inculpé de faux et usage de faux.

5. Le 10 juillet 1986, M. Abdallah a été condamné à quatre ans de prison pour association de malfaiteurs, détention d'armes et de faux papiers (un faux passeport).

6. M. Abdallah a été jugé une seconde fois pour complicité d'homicide volontaire. Le 28 février 1987, la Cour d'assise spéciale l'a condamné à la prison à perpétuité pour complicité dans l'homicide, le 18 janvier 1982, du lieutenant-colonel Charles Robert Ray, attaché militaire adjoint à l'Ambassade des États-Unis en France, et de Yacov Barsimentov, deuxième conseiller à l'Ambassade d'Israël, le 3 avril 1982. Robert Onan Homme, Consul américain à Strasbourg, avait lui aussi été visé et gravement blessé.

7. La source ajoute que, pendant le procès, l'avocat de M. Abdallah a renseigné la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) sur son client. Selon la source, cela aurait dû suffire à l'annulation du procès.

8. En mars 2002, une demande de libération de M. Abdallah a été rejetée et, en septembre 2002, M. Abdallah a été transféré à la prison de Fresnes.

9. La source précise que, en novembre 2003, la juridiction de la libération conditionnelle de Pau a ordonné la remise en liberté conditionnelle de M. Abdallah et posé comme condition qu'il ait définitivement quitté le territoire français le 15 décembre 2003. Le Ministre de la justice a fait appel de cette décision et, le 15 janvier 2004, la décision de libération conditionnelle a été annulée par la juridiction nationale de libération conditionnelle.

10. En février 2007, une demande de libération conditionnelle a été refusée après deux ans et trois mois. La Commission pluridisciplinaire des mesures de sûreté a mis 25 semaines à émettre un avis, un tel avis étant exigé par la loi relative à la rétention de sûreté votée en février 2008. Selon la source, la loi a été appliquée rétroactivement.

11. Le 21 novembre 2012, la chambre d'application des peines de Paris a accédé à la huitième demande de libération de M. Abdallah, en la conditionnant à un arrêté d'expulsion du territoire français. Les juges d'appel ont confirmé la décision rendue par la chambre d'application des peines de Paris. M. Abdallah, qui est libérable depuis 10 ans, est pourtant toujours détenu en prison de manière arbitraire.

12. Selon la source, M. Abdallah présente toutes les garanties de réinsertion requises par le Code pénal français pour bénéficier d'une libération conditionnelle. Il a justifié de l'exercice d'une activité professionnelle. Il pourrait ainsi retourner au Liban où il aimerait reprendre ses activités d'instituteur. Sa famille a pris l'engagement d'indemniser les victimes. Sa conduite en prison a été exemplaire, c'est-à-dire en pleine conformité avec les règles de bonne conduite.

13. M. Abdallah est incarcéré depuis 28 ans, malgré deux décisions de première instance et d'appel dans le sens de sa libération conditionnelle. M. Abdallah reste en prison parce que les autorités du pouvoir exécutif n'ont pas pris envers lui la mesure d'expulsion réclamée pour son élargissement.

14. M. Abdallah est actuellement détenu à la prison de Lannemezan (Hautes-Pyrénées).

15. La source maintient que la détention de M. Abdallah est contraire aux articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques auquel la France est partie.

Réponse du Gouvernement

16. Par lettre datée du 20 juin 2013, le Groupe de travail a saisi le Gouvernement en vue d'obtenir de sa part des réponses relatives aux allégations ci-dessus, et par note verbale du 21 août 2013, ce dernier a bien voulu lui apporter des éléments de réponse. Le Gouvernement confirme que M. Abdallah a été condamné à une peine de réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une interdiction de séjour de cinq ans, et la fin de la période de sûreté de quinze ans de cette condamnation est arrivée à terme le 27 octobre 1999. De plus, l'interdiction de séjour emporte défense de paraître dans certains lieux en France, à compter de la date de la libération.

17. Le Gouvernement précise que la libération conditionnelle est une modalité d'exécution de la peine qui permet à la personne condamnée d'être libérée avant terme sous certaines conditions par une décision juridictionnelle et que les demandes présentées dans ce sens en 2002 et 2007 ont été régulièrement rejetées.

18. Le 25 février 2008, une loi de procédure sur la libération conditionnelle relative à l'exécution d'une peine de réclusion criminelle assujettit une telle demande à un avis préalable d'une commission pluridisciplinaire à compter du 1^{er} septembre 2008. S'agissant d'une loi de procédure, le législateur en a fixé la date d'entrée en vigueur, ce qui ne viole en aucune manière le principe de la non-rétroactivité des lois pénales.

19. Toujours selon le Gouvernement, le 17 janvier 2012, une nouvelle demande de libération conditionnelle a été introduite et, suite aux avis divergents des commissions compétentes et à l'avis défavorable des victimes, la Cour d'appel de Paris, par arrêt du 10 janvier 2013, a confirmé la décision d'instance en donnant un avis favorable à la libération conditionnelle, sous réserve de la prise d'un arrêté d'expulsion, avant d'ajourner l'examen de l'affaire au 14 janvier 2013.

20. Le 15 janvier 2013, le parquet général de Paris a formé un pourvoi en cassation contre cette décision et, par un arrêt du 4 avril 2013, cette juridiction a déclaré la demande de libération conditionnelle irrecevable et cassé l'arrêt attaqué sans renvoi. Sur cette base, le Gouvernement soutient que M. Abdallah ne remplit pas les conditions pour bénéficier de la mesure sollicitée et que sa détention ne saurait être considérée comme arbitraire.

Commentaires de la source

21. Dans ses commentaires datés du 26 août 2013, la source, sans répondre sur les questions essentielles contenues dans la réponse du Gouvernement, se borne à critiquer l'ingérence des États-Unis d'Amérique dans cette affaire; à critiquer le régime d'exception qui est appliqué à M. Abdallah; à contester l'application rétroactive de la loi de 2008 sur la rétention de sûreté; à indiquer que M. Abdallah remplit toutes les conditions pour bénéficier d'une libération conditionnelle, avant de conclure à la nécessité d'une telle libération, sous réserve de la mise en exécution de la décision d'interdiction de séjour.

Discussion

22. M. Abdallah a été arrêté, poursuivi et condamné pour des faits criminels par la Cour d'assise spéciale de Paris à une peine de réclusion criminelle à perpétuité et à une peine d'interdiction de séjour.

23. Ses deux premières demandes de libération conditionnelle ont été rejetées et la dernière en date a été acceptée par la chambre d'application des peines de Paris par une décision du 10 janvier 2013, sous réserve de la prise d'un arrêté d'expulsion.

24. La source soutient que, malgré cette mesure de libération, M. Abdallah est toujours détenu en prison de manière arbitraire du simple fait que les autorités exécutives s'abstiennent de prendre l'arrêté d'expulsion.

25. D'après les informations obtenues du Gouvernement et les pièces produites, la décision du 10 janvier 2013 a fait l'objet d'un pourvoi en cassation et a été cassée sans renvoi, au motif que la demande de libération conditionnelle est irrecevable au regard des mesures liées à l'interdiction de séjour qui doivent être au préalable respectées.

Avis et recommandations

26. Dans ces conditions et en application des dispositions du paragraphe 17, alinéa *b*, de ses méthodes de travail, le Groupe de travail constate, au regard des procédures et décisions de justice qui ont été régulièrement rendues et non contestées, que la détention de M. Abdallah ne saurait être qualifiée comme étant arbitraire.

[Adopté le 28 août 2013]